

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### L'ÉCONOMIE

**L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, je suis heureux que nous soyons tous de retour à la Chambre aujourd'hui. Je souhaite la bienvenue à tous les députés après un été qui a permis à chacun d'entre nous de voyager dans notre pays. Pour ma part, j'ai eu le plaisir de le parcourir de Victoria, en Colombie-Britannique, à St. John's, Terre-Neuve.

J'aimerais poser une question au premier ministre. Acceptera-t-il que la Chambre des communes reprenne ses travaux le 21 septembre, comme prévu, pour que nous puissions nous attaquer aux problèmes économiques de la nation? Ou est-ce que le gouvernement a l'intention de remettre cela à plus tard et d'attendre deux mois de plus pour s'occuper des affaires économiques de la nation?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, nous sommes de retour pour résoudre la question constitutionnelle. Quand cela sera fait, et je ne doute pas que mon ami convienne avec moi de l'importance de la chose, la Chambre portera certainement son attention sur d'autres sujets.

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, au cours de mes voyages cette année, durant l'été, j'ai rencontré des ouvriers, des hommes d'affaires, des pêcheurs, et partout, les gens me parlaient des problèmes économiques. Ce n'est que lorsque j'avais fini de parler avec eux que les journalistes me posaient des questions concernant la Constitution canadienne.

Alors, je voudrais savoir du premier ministre: Pourquoi ne pourrions-nous pas siéger normalement le 21 septembre et débattre des problèmes économiques de ce pays, tout en faisant la campagne référendaire? Nous avons été capables de faire les deux en 1980.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, cela va dépendre de la volonté de la Chambre. Je sais qu'un nombre important de députés de toutes les formations politiques ont exprimé le désir de pouvoir participer, auprès de leur population, à ce débat référendaire.

Je pense, si je ne m'abuse, que le député de Papineau a dit l'autre jour que sa préférence serait que la Chambre ajourne jusqu'au 27 octobre, si je ne m'abuse, car je n'ai pas le texte devant moi. Je vais le regarder plus attentivement.

### Questions orales

Quoi qu'il en soit, nous sommes engagés dans un grand débat référendaire. Cela va préoccuper tous les députés. Ils vont sans doute vouloir participer, chez eux, à ce débat. Mais libre au chef de l'opposition de soulever et de suggérer d'autres alternatives à suivre pour les députés.

[Traduction]

**L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, les Canadiens s'attendent à ce que nous discutons aussi des autres problèmes nationaux durant le débat sur la Constitution.

En fait, si nous donnons l'impression, au cours des deux prochains mois, que le gouvernement ou le premier ministre fuient leurs responsabilités économiques, les Canadiens pourraient être très déçus et ne plus démontrer autant de compréhension au sujet de la question constitutionnelle.

Les chômeurs attendent du gouvernement qu'il modifie ses politiques économiques immédiatement, afin de créer des emplois et rendre aux chômeurs le respect auquel ils ont droit. Quand le gouvernement va-t-il faire quelque chose pour relancer l'économie? Voilà ce que se demandent les chômeurs.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, les Canadiens savent bien que des variables ne peuvent être traitées séparément. On ne peut aborder la Constitution d'un côté et l'économie de l'autre, car les deux questions sont intimement liées. La relance économique au Canada est liée dans une très large mesure à la solution des problèmes constitutionnels.

• (1420)

Il y a des opposants à l'entente—non pas à cause des imperfections qu'elle renferme, car elle en contient et cela justifierait une telle opposition, mais parce que ces opposants veulent démanteler le Canada. Je crois qu'il importe que nous prenions tous part au combat, non seulement pour défendre l'entente dans la mesure où ce sera humainement possible de la faire, mais aussi pour défendre le Canada.

Je ne crois pas que les Canadiens nous reprocheront de chercher, au cours des quatre prochaines semaines, une solution définitive à la question constitutionnelle, de sorte que la nation puisse ensuite se consacrer pleinement, dans l'unité, à la relance de l'économie.

**L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest):** Monsieur le Président, le premier ministre nous dit que la Constitution et l'économie sont étroitement liées.

Si tel est le cas, je demande au premier ministre pourquoi il traite ces deux questions comme si elles s'excluaient réciproquement, comme si fallait faire un choix entre elles. Pourquoi n'est-il pas d'avis que nous pouvons fort bien, tout en travaillant au dossier du référendum, obtenir de nouveaux programmes économiques